

sommaire

Introduction11

L'islam dans l'histoire

- « Mohamad est un faux prophète. »17
- « Mohamad est l'auteur du Coran. »23
- « L'islam s'est imposé par la conquête guerrière. »29
- « L'islam a toujours été en guerre contre l'Occident. »35
- « La civilisation arabo-musulmane n'a rien inventé. »43
- « Le Coran est étranger à la culture grecque. »51
- « Il n'y a pas de doctrine cohérente dans le Coran. »55

Les fondements de la foi

- « L'islam est la meilleure des religions. »63
- « Le texte du Coran est fixe, depuis l'origine. »69
- « Le Coran a tout dit, il se suffit à lui-même. »75
- « Le Coran se limite à reproduire le contenu de la Bible. » .81
- « On ne peut pas traduire le Coran. »87
- « Le Coran s'adresse à des païens incultes. »93
- « Le Coran est ennuyeux à lire. »99
- « Le paradis coranique est très sensuel. »103

Le Coran et la pratique de l'islam

- « L'islam interdit l'interprétation du Coran. »109
- « On peut faire dire n'importe quoi au Coran. »115
- « Il n'y a aucun ordre dans le texte du Coran. »121
- « La pratique de la religion musulmane est contraignante. »127
- « Le Coran oblige la femme à se voiler. »133

- « Les musulmans égorgent les animaux. »141
- « L'islam interdit l'alcool. »145
- « L'islam proscriit les images. »151

La société musulmane

- « Le Coran est la source unique de toute loi en islam. » ..159
- « Les Arabes sont musulmans,
les musulmans sont arabes. »165
- « Il est plus difficile d'être musulman en Occident. » ...171
- « Le Coran est fataliste. »177
- « Le Coran est intolérant. »181
- « L'islam est une religion intolérante. »185
- « Le Coran infériorise la femme. »193
- « La place de la femme est à la maison. »199
- « Le Coran confond les domaines politique et religieux. » 205
- « L'islam est incompatible avec la laïcité. »211

Islam et monde moderne

- « L'islam refuse l'étude scientifique du Coran. »219
- « Le Coran est responsable de la violence de l'islam. » ...225
- « On assiste au réveil de l'islam et de l'intégrisme. »229
- « L'Iran soutient les mouvements intégristes. »235
- « L'islam ne respecte pas les droits de l'homme. »241
- « L'islam n'intègre pas la modernité. »247

Conclusion255

Annexes

- Glossaire259
- Pour aller plus loin265

« On peut faire dire n'importe quoi au Coran. »

Un intellectuel musulman égyptien, Hassan Hanafi, s'est attiré les foudres des théologiens pour avoir osé qualifier le Coran de supermarché où chacun trouve ce qu'il veut.

Communiqué AFP du jeudi 28 septembre 2006

Lorsque le professeur Hassan Hanafi a lancé cette déclaration, lors d'un séminaire de la bibliothèque d'Alexandrie, un cheikh lié à l'université al-Azhar a aussitôt déclaré : « Si l'apostasie est prouvée, celui qui devient un ex-musulman doit être exécuté, mais dans le cas de Hanafi, il mérite un traitement médical, parce qu'il a un problème psychiatrique. » Ce jugement semble bien sévère pour avoir exprimé une idée reçue que confirment quatorze siècles de commentaires coraniques divers et contradictoires. Pourtant, si l'expérience prouve que l'image du supermarché, bien qu'anachronique, correspond historiquement à une réalité récurrente, les études scientifiques les plus récentes démontrent sans aucun doute possible que le texte, à l'origine, était porteur d'un sens obvie bien précis. Elles donnent ainsi raison, dans un absolu purement théorique, envers et contre l'évidence des faits, aussi têtus soient-ils, au cheikh scandalisé, tout au moins sur la question du caractère erroné de cette encombrante, car si facilement vérifiable, idée reçue. De fait, chaque partie du texte véhicule une, ou, selon les cas, des significations bien définies, clairement perceptibles grâce aux clés de lectures

fournies par le contexte sémantique et rhétorique de chaque verset.

Prenons l'exemple d'une phrase abondamment citée de nos jours à propos de la tolérance de l'islam à l'égard des autres croyances. Il s'agit de la célèbre injonction : « Pas de contrainte en religion » (*lâ ikrâha fi-d-dîn*) (2, 256). On lui a fait dire, entre autres :

1) Qu'il ne faut jamais user de violence pour convertir qui que ce soit à l'islam. Ce sens anciennement attesté est aussi le plus proche du texte. Il est confirmé par un récit de « circonstances de la révélation » selon lequel, lorsque le Prophète était arrivé à Médine, il avait été invité chez des juifs. Ses Compagnons lui ayant demandé s'il faudrait forcer ces gens à se convertir à l'islam, il leur aurait répondu par le verset : « Pas de contrainte en religion. »

2) Plus tardivement, et tout spécialement durant ces dernières décennies en Occident, on en a déduit que l'islam « tolère » les autres religions, en admettant que chacun est libre de sa croyance propre. Ce verset est devenu l'un des arguments les plus usités pour prouver que le Coran recèle un modèle d'indulgence et de convivialité.

3) Le troisième sens, l'un des plus connus et des plus répandus dans la tradition exégétique classique, admet que certes, le verset invite à ne pas user de violence pour obtenir des conversions, mais ajoute qu'il avait été révélé alors que les musulmans étaient encore en position de faiblesse. Leur situation ayant changé, il a été abrogé, dès le vivant du Prophète, au profit d'un autre qui invite au combat contre les incroyants (9, 73), jusqu'à l'islamisation totale du monde. Cette interprétation, liée à la contextualisation événementielle du verset, est confortée, non seulement par les « circonstances de la révéla-

tion », mais aussi par la science de l'« abrogeant et l'abrogé ». Elle a été retenue dans l'optique de sa conformité à l'esprit des guerres de conquêtes de l'islam. Restée l'une des plus couramment transmises, elle est, de nos jours, adoptée à la lettre par plusieurs mouvances islamistes qui l'étendent et la développent dans toutes les directions possibles. C'est elle que le pape Benoît XVI a citée dans son discours de Ratisbonne en s'appuyant sur les dires de « spécialistes », qui avaient simplement pris acte des opinions majoritaires. En réalité, aucune de ces interprétations ne se réfère au contexte coranique du verset, qui recèle pourtant la preuve qu'il s'agit là avant tout d'une injonction théologique, ne concernant, de manière directe, pas plus la tolérance que la violence, mais tout simplement la véridicité de la religion musulmane.

Le voici : reprenant une affirmation biblique selon laquelle Dieu ne dort jamais et n'est jamais fatigué (psaume 121, 4), le Coran prend acte du fait que la véritable religion est celle qui rend un culte à une divinité transcendante, libre de toute contrainte d'ordre physique ou moral (comme l'intercession, en 2, 255 qui, elle non plus, n'exerce pas de contrainte, puisqu'elle est faite « avec la permission » de Dieu).

« Pas de contrainte en religion » a donc pour premier sens : pas de véritable religion, si ce n'est celle de l'unique divinité sans contrainte. Cette affirmation est directement suivie de l'assertion selon laquelle « la vérité se sépare clairement de l'erreur », le choix de la vraie religion étant comparé à « l'anse la plus solide que l'on puisse saisir ». La célèbre phrase reçoit alors – cas de figure fréquent dans le Coran – le second volet de sa signification. Cette religion d'un Dieu sans contrainte est tellement éclatante de vérité qu'il n'est nul besoin d'utiliser la contrainte pour convertir. Tout un chacun y viendra sponta-

nément. En clair, si l'islam utilise la force pour s'imposer, il s'abaissera au degré des faux cultes, qui compensent par la violence l'erreur de leur doctrine. Ce vieil argument théologique était connu des premiers auteurs chrétiens, comme le prouvent ces réflexions de Lactance qui illustrent parfaitement le double sens de « pas de contrainte » : « Où est la vérité ? Là où aucune contrainte ne peut peser sur la religion, où rien ne peut être victime de violence, là où il ne peut y avoir de sacrilège » (*Institutions divines*, II, IV, 7). En effet, « Seul est Dieu celui qui n'a pas été fait. Il demeurera donc toujours en l'état où il a été, parce qu'il n'a pas été engendré de l'extérieur, que son origine et sa naissance ne dépendent d'aucune autre chose qui puisse le modifier et le détruire » (*Ibid.*, II, VIII, 44). Ainsi, « Il n'est pas besoin de violence et d'injustice pour convaincre, parce que la religion ne peut pas naître de contraintes. Il faut utiliser plutôt le verbe que les verges pour qu'il y ait acte volontaire. C'est pourquoi nul n'est jamais retenu par nous malgré lui, et pourtant nul ne s'éloigne, car à elle seule la vérité retient dans nos rangs » (*Ibid.*, V, XIX, 11-13). Les polythéistes sont incapables de nier que leurs divinités ne sont que des hommes qu'ils ont pris pour des dieux (*Ibid.*, XIX, 15) ; c'est pourquoi ils doivent utiliser la violence pour convaincre.

Ainsi, le Coran ne fait aucunement preuve dans ce verset d'une « tolérance » spéciale considérant à valeur égale toutes les religions, comme certains voudraient le laisser penser. En revanche, il se pose en désaveu fondamental et définitif de toutes les interprétations selon lesquelles il pourrait être abrogé au profit de la pratique de la contrainte et de la violence, comme d'autres aimeraient pouvoir s'en persuader. En effet, son sens théologique profond est que la supériorité absolue de l'islam

ne peut se manifester que par le refus de pratiquer la contrainte pour convertir, tout comme l'avait démontré Lactance pour le christianisme quelques siècles plus tôt.

Suprême ironie du sort, il se trouve que le sens obvie de ce passage du Coran est totalement superposable à l'argument donné par Manuel II Paléologue, cité par Benoît XVI à Ratisbonne ! Il s'agit, en réalité, du même argument : « Pour convaincre une âme raisonnable, il n'est besoin de disposer ni de son bras pour frapper, ni de quelque autre moyen que ce soit avec lequel on pourrait menacer une personne de mort. » Simplement, l'empereur byzantin, en doutant que l'islam participe de la raison, s'exprimait, tout comme Hassan Hanafi, à partir de « faits têtus », s'appuyant sur un édifice conceptuel qui ne l'est pas moins : la théorie du *jihâd** et les pratiques contraignantes qu'elle engendre, au mépris complet du raisonnement théologique du verset (2-256).

Michel Cuypers & Geneviève Gobillot

« L'islam n'intègre pas la modernité. »

De toutes les grandes civilisations de la planète, la communauté islamique est celle qui a fait à la science la part la plus restreinte.

Abdus Salam, prix Nobel de physique, 1979

Rappelons d'emblée le sens des mots : est moderne ce qui est fait selon les techniques et le goût contemporains, le modernisme étant la recherche de ce qui est moderne ; en revanche, la modernité est un état d'esprit qui favorise l'innovation et la créativité pour être moderne. La civilisation arabo-islamique a été à la pointe de la modernité du VIII^e au XIII^e siècle. Aujourd'hui, les pétro-monarchies du Golfe disposent des armes les plus sophistiquées et de voitures de luxe, mais elles ne savent ni les concevoir ni les fabriquer ; elles sont fières de leurs monuments (mosquées, palais, musées, hôtels, aéroports) d'une facture contemporaine souvent audacieuse, mais ils ont été commandés à des architectes parfois arabes mais surtout étrangers, européens. D'importantes évolutions sont en cours, notamment dans les Émirats arabes unis où Dubaï a construit le plus haut hôtel du monde. En outre, un accord conclu le 6 mars 2007 avec la France, prévoit l'inauguration en 2012 du « Musée du Louvre d'Abu Dhabi ». Le prince saoudien Sultan Ben Salman a été, en 1985, en compagnie de Patrick Baudry, le premier astronaute musulman de l'histoire, mais cette expérience est restée sans lendemain.

Pour ce qui est de la R&D, recherche scientifique et développement, observons les évolutions entre 2002 et 2009 : l'Union

européenne s'était fixé comme objectif d'y consacrer 3 % du PIB d'ici à 2010 et est en voie d'y parvenir. Autres pourcentages : la France est passée de 2,15 % à 2,20 %, la Suède de 3,78 % à 3,73 %, Israël de 2,7 % à 4,53 %, les États-Unis de 2,7 % à 2,62 % et le Japon de 3 % à 3,39 %. En revanche beaucoup de pays musulmans ignorent la R&D et les autres n'y consacrent que de 0,4 % (Tunisie) à 0,5 % (Égypte) de leur PIB, les sommes allouées officiellement n'étant, souvent, que partiellement utilisées. Cette situation n'a guère évolué. S'ajoutant à l'autoritarisme de certains régimes et/ou à de faibles PIB, elle est une des causes de la « fuite des cerveaux ». Pour le seul Maghreb, on estime à plus de 20 000 par an le nombre de chercheurs, universitaires, médecins, ingénieurs, informaticiens, techniciens qualifiés, entrepreneurs... qui quittent leur pays respectif pour s'installer en Europe et aux États-Unis, voire dans les pays du Golfe où les salaires sont élevés.

En recevant le prix Nobel de physique à Stockholm, en 1979, Abdus Salam (1926-1996) avait expliqué comment il avait été acculé « à un choix cruel entre la physique et le Pakistan » : ou il restait dans son pays et y végétait faute de moyens techniques et financiers et d'un minimum d'environnement scientifique, ou il retournait à Cambridge poursuivre les travaux qui lui ont enfin apporté la gloire. Parallèlement à ses recherches, ce musulman pratiquant s'était fait « missionnaire de la science ». Il se rendait dans les pays musulmans pour expliquer ce que fut « l'âge d'or » conformément à l'enseignement du Coran* ; il cherchait aussi des financements pour installer à Trieste un Centre international de physique théorique (inauguré en 1964) destiné à la recherche et à la formation de spécialistes du tiers-monde. Il constatait, avec amertume : « Le Centre fonctionne non avec des fonds des

pays arabes ou islamiques mais avec ceux provenant principalement des Nations unies, de Suède, d'Italie. »

Dans ses tournées il expliquait : « Le Livre souligne la supériorité du *âlim*, l'homme qui a le savoir et l'intelligence. » Il rappelait que 250 versets seulement sont dédiés à la législation alors que 750, près d'un huitième du Coran, « exhortent les croyants, hommes et femmes, à étudier la nature, à réfléchir (...), à faire de l'acquisition du savoir et de la compréhension par la science un élément de la vie de la communauté. » Il ajoutait : « Le Saint Prophète (la paix soit sur lui) a recommandé à ses fidèles de rechercher la connaissance, fussent-ils pour cela aller jusqu'en Chine. » Et de souligner à l'intention de ses détracteurs : « Parlant de la Chine, il est certain qu'il pensait plus au savoir scientifique qu'à la connaissance religieuse, de même qu'il soulignait le caractère international de la quête scientifique. » Dans un article de *Nature* publié en 1984, il relevait qu'Israël (alors 4 millions d'habitants, 7,5 en 2009) disposait de 34 800 scientifiques et avait prévu d'en avoir 86 700 (+ 150 %) en 1995, alors que, selon ses propres calculs, le monde musulman (alors 1 milliard de personnes) n'en recensait que... 45 136 ! Il ne comptait évidemment pas les nombreux cerveaux expatriés comme lui, mais qui ne comblaient pas pour autant le fossé toujours important au seuil du XXI^e siècle.

Une telle situation mérite qu'on s'interroge sur ses causes lointaines et proches. La fermeture de la porte de l'*ijtihad*, effort de recherche personnel, au XI^e siècle, avait eu de graves conséquences. Pourquoi, depuis la *Nahda* au XIX^e siècle, les tentatives pour la rouvrir, n'ont-elles guère abouti ? Les raisons sont multiples. Nombre de pays musulmans engagés dans des guerres, dont le conflit israélo-arabe, entretiennent aussi des

relations tendues avec leurs voisins et ont donc donné la priorité aux dépenses militaires et aux achats d'armes. C'est également le cas des régimes autoritaires soucieux de se protéger contre un éventuel soulèvement populaire. En outre, ils se méfient des chercheurs, favorables, par définition, à la liberté de penser, à l'esprit critique et aux échanges avec leurs collègues étrangers.

Depuis les indépendances, les pays musulmans ont, dans l'ensemble, fait un effort pour scolariser les enfants mais le système d'enseignement fondé sur l'apprentissage par cœur, n'a pas été suffisamment modernisé. Pour le monde arabe, nous disposons d'études critiques effectuées par des organismes officiels notamment l'ALECSO (Organisation de la Ligue Arabe pour l'éducation, la Culture et les Sciences) dont le siège est à Tunis, qui a relevé huit obstacles au développement culturel : l'étendue de l'illettrisme, la trop grande importance accordée au patriotisme, les barrières administratives qui empêchent la libre circulation de la culture entre les pays, la mainmise du pouvoir sur la pensée, le poids de la propagande. La Tunisie est le seul pays à avoir procédé, à l'initiative de Mohamed Charfi, alors ministre de l'Éducation, à la révision de 250 manuels scolaires dans le sens de la modernité.

Autre constat qui peut paraître paradoxal : les islamistes recrutent plus facilement dans les facultés des sciences que dans celles de lettres et de philosophie ; à l'université religieuse d'Al Azhar, au Caire, et dans les universités d'État d'Arabie, par exemple, on est très fier de montrer aux visiteurs le matériel ultra moderne et les ordinateurs ; mais on ne leur dit pas qu'on y décourage et même qu'on interdit le débat philosophique et le recours à la critique qui risqueraient de remettre en cause les vérités établies. Ce modernisme ostentatoire tour-

nant le dos à la modernité est néanmoins compensé par « Les nouveaux penseurs de l'islam ». Présentés, en 1996-1997, par la revue du *Mouvement du citoyen libanais*, *Al Mouaten*, ils commencent à être mieux connus en Occident.

Ingénieur syrien, Mohammad Shahrour, a soulevé des tempêtes avec ses écrits dont *Le Livre et le Coran : une relecture contemporaine*. Il critique avec pertinence les problèmes que soulève, pour les traditionalistes, la séparation du politique et du religieux. L'universitaire égyptien, Nasser Hamed Abou Zeid (1944-2010), universitaire né en 1944, est plus connu parce que les médias ont raconté qu'en 1996, la Cour de Cassation du Caire, saisie par les intégristes, l'a condamné pour apostasie et l'a déclaré « divorcé » de sa femme qui n'avait plus le droit de se remarier avec le non-musulman qu'il était devenu ! On lui reproche d'avoir procédé à une analyse critique, historique et épistémologique du Coran et de la Sunna*.

Autre « nouveau penseur », Sadek al Nayhoum (1937-1995), universitaire libyen qui a vécu en exil aux États-Unis, en Allemagne, en Finlande et en Suisse où il a donné des cours de religions comparées à l'université de Genève. Il a publié de nombreux livres (non traduits) sur le thème « islam et démocratie », après s'être livré, lui aussi, à une analyse étymologique, sémantique et sociologique du Coran et à une étude des textes des commentateurs et des jurisconsultes. Citons entre autres, *La Crise d'une culture falsifiée* (1987), *L'Islam emprisonné* (1993), *Islam contre l'islam : une Loi de papier* (1994), *La Voix des Gens, la voix des jurisconsultes ?* (1995).

Dans une solide et innovante étude, *Les Nouveaux Penseurs de l'islam* (Albin Michel, 2004) Rachid Benzine présente, outre Sorouch, Charfi et Abou Zeid, déjà cités, le Français d'origine algérienne Mohamed Arkoun (1928-2010), le

Pakistanaï Fazlur Rahman (1919-1988), les Égyptiens Amin al Khûli (1895-1966) et Mohamad Khalafallah (1916-1998) et le Sud-africain d'origine indo-pakistanaise Farid Esack (né en 1957).

En Iran, il existe une effervescence intellectuelle dont on ne parle guère en Europe. Le plus connu des « nouveaux penseurs » est Abdolkarim Sorouch, né en 1946, qui, après avoir été l'idéologue du régime de Khomeyni, en est devenu le principal contestataire avant même la mort de l'ayatollah*, en 1989. Il anime la revue *Kiyan*, « Les Valeurs », dont la démarche est la suivante : « La religion est un don de Dieu, mais elle est interprétée par les hommes. Leur interprétation varie selon les époques et les circonstances (...). Il est donc légitime de les analyser, de se pencher sur la grammaire, d'étudier la société de l'époque. »

L'épreuve de force entre conservateurs et réformateurs iraniens s'est durcie depuis 1999. Le 6 novembre 2002, un drame éclate : un intellectuel reconnu et respecté, Hachem Aghajari, ancien combattant de la révolution islamique et invalide de la guerre contre l'Irak (1980-1988), est condamné à mort par le tribunal de Hamedan, pour avoir prôné un « protestantisme musulman » et être allé plus loin que Karl Marx en déclarant : « la religion n'est pas seulement l'opium des peuples mais aussi l'opium du pouvoir. » Aussitôt les manifestations en sa faveur se multiplient au point que le Guide suprême Ali Khamenei ordonne la révision du procès. La situation s'est aggravée depuis 2005, sous le président Mahmoud Ahmadinejad, mais la société civile résiste.

Faut-il moderniser l'islam ou islamiser la modernité ? Les deux approches sont en cours. L'accélération du rythme de l'histoire a entraîné le monde musulman, bon gré mal gré,

dans la modernisation. À l'heure de la globalisation, il devra, sous peine d'être marginalisé, relever les défis de la modernité comme sont en train d'y procéder d'autres religions, d'autres civilisations.

Paul Balta